Appel à projets « Projets Alimentaires Territoriaux »

Dates limite de candidature :

1er mars 2018 et 1er décembre 2018

1 – Eléments de contexte

Le développement des circuits courts et de proximité à destination des particuliers dans les années 2000 a été suivi, voire parfois devancé, par une volonté des collectivités locales d'introduire des produits agricoles locaux dans les repas servis au niveau des services de restauration collective scolaire dont elles ont la compétence.

Cette implication des collectivités sur l'enjeu alimentaire des citoyens s'est inscrite dans un double objectif : répondre à une demande des consommateurs et devenir pro actives dans la structuration des filières agricoles afin de maintenir une agriculture dynamique et viable sur leur territoire.

Ainsi le rapprochement production agricole et consommation locale s'est envisagée de façon très importante au travers de projets portés par les collectivités et les territoires de projet, considérant que la notion d'échelle supra communale était la plus pertinente pour établir des relations de proximité et de confiance entre les producteurs et les services de restauration.

C'est au travers de ces expérimentations nombreuses qu'est né le concept de Système Alimentaire Territorial. « Un Système Alimentaire Territorial est un ensemble de filières agroalimentaires répondant aux critères du développement durable, localisées dans un espace géographique de dimension régionale et coordonnées par une gouvernance territoriale ». Professeur Jean-Louis RASTOIN, directeur de la Chaire UNESCO en Alimentations du monde à Montpellier SupAgro,

En rapprochant production et consommation à l'échelle d'un territoire, de nombreux enjeux de ces mêmes territoires ont pu trouver un écho favorable et une dynamique, tels la prévention et la gestion des déchets alimentaires, la transition énergétique, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement et à l'alimentation, la santé, les solidarités envers les populations démunies, les modes de production respectueux de l'environnement, la formation, la création de lien social, l'emploi et l'économie locale, la structuration de filières agricoles et agro alimentaires locales, l'installation agricole et la maîtrise foncière, etc. Ces démarches, reliant les politiques agricole et alimentaire des territoires à d'autres enjeux, s'appuient sur des groupements d'acteurs, à la base d'une gouvernance alimentaire locale.

Ainsi la question alimentaire se situe au centre d'un ensemble d'enjeux majeurs pour les territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains.

La Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt promulguée le 13 octobre 2014 définit les orientations du Programme National pour l'Alimentation (PNA) au travers de 4 grandes priorités nationales : la justice sociale, l'éducation alimentaire des jeunes, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'ancrage territorial des actions. C'est dans le cadre de ce

dernier axe que les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ont été promus comme outils au service de cet objectif d’ancrage territorial, en fédérant l’ensemble des énergies autour de projets agricoles et alimentaires structurants communs. L’objectif annoncé est de voir se concrétiser quelques 500 PAT en France à l’horizon 2020.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Réseau Rural Régional, sous l’impulsion du Conseil régional, anime un groupe de travail « Systèmes Alimentaires Territoriaux ». Les objectifs de ce groupe sont de favoriser l’échange d’expériences, les bonnes pratiques, les problématiques rencontrés et solutions proposées, voire de construire des outils et méthodologies communes.

2 – Objectifs de l’appel à projets

La délibération n°17-81 « Cadre stratégique pour le développement des circuits courts et de proximité dans les domaines de l’agriculture et pour une valorisation/expérimentation dans les lycées » approuvée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur réuni en Assemblée plénière le 17 mars 2017, valide un programme cadre de soutien au développement des circuits-courts de proximité vers les consommateurs particuliers, la restauration hors domicile et les territoires, intitulé « Vers 200 initiatives de valorisation des produits agricoles locaux, au travers des circuits courts, des circuits de proximité et des Projets Alimentaires Territorialisés ».

Le Projet Alimentaire Territorial constitue le projet qui permet, par son animation territoriale, de faire émerger une vision concertée et partagée autour des questions agricole et alimentaire pour le territoire visé, et de mettre en œuvre des actions multi acteurs, transversales aux filières et aux secteurs d’activités, pour tendre vers cette vision, qui idéalement constitue le Système Alimentaire du Territoire.

Cet appel à projets « Projets Alimentaires Territoriaux », vise donc à soutenir **l’ingénierie territoriale inhérente aux projets de relocalisation** de la production et de la consommation de produits agricoles, et en promouvant une gouvernance territoriale à la base de projets transversaux intégrés et créateurs de valeurs sur les territoires. Les projets devront présenter une emprise territoriale, de façon à répondre aux enjeux spécifiques d’un territoire.

La colonne vertébrale de cet appel à projets devra être le rapprochement de la production agricole et de la consommation alimentaire du territoire, en particulier en termes d’approvisionnement de la Restauration Hors Domicile. Les lycées régionaux présents sur le territoire devront être intégrés aux réflexions et actions qui en découleront. Les projets doivent en effet accompagner l’atteinte de l’objectif de 50 % de produits issus de l’agriculture régionale introduits dans les repas des lycéens.

Les projets proposés devront être montés dans un cadre partenarial, et intégrer d’autres enjeux : foncier agricole, installation, environnement, filières de qualité, emploi, économie

locale, économie circulaire, accessibilité sociale des produits locaux, prévention et gaspillage alimentaire, éducation à l'environnement et à l'alimentation...

Le soutien financier portera sur 2 ans pour faire émerger une gouvernance agricole et alimentaire, réaliser au besoin études et diagnostics, animer des groupes de travail dont les réflexions alimenteront le Projet Alimentaire Territorial.

L'enjeu du foncier agricole et l'approvisionnement de la RHD en produits agricoles régionaux devront obligatoirement faire l'objet d'un axe de travail et de réflexions dans les projets déposés. Une attention particulière sera apportée aux réflexions et actions autour de l'approvisionnement de la restauration collective scolaire, en particulier celle des lycées.

Les actions définies dans le cadre du PAT pourront faire l'objet de subventions du Conseil régional dans le cadre de dispositifs et appels à projets définis par l'institution.

3 – A qui s'adresse cet appel à projet

Cet appel à projets complète les dispositifs de structuration de l'offre cités dans la délibération cadre de mars 2017. Il s'adresse exclusivement aux collectivités territoriales de dimension supra communale, EPCI, territoires organisés (PNR, PETR...). Cependant ces projets peuvent faire l'objet d'un partenariat, dans lequel le porteur de projet s'associe à des structures présentes sur son territoire, ou des acteurs légitimes compte-tenu des sujets qui seront traités dans le PAT.

Le porteur de projet ne pourra cependant pas déléguer l'intégralité du projet, le rôle de coordination devant lui incomber. Les Bureaux d'Etudes pourront participer aux projets dans le respect du code des marchés publics, en tant que prestataires. Cependant, dans la mesure du possible et si les compétences existent sur le territoire, le porteur de projet devra privilégier les partenariats avec des acteurs présents sur le territoire et légitimes pour mettre en œuvre certaines parties du PAT.

4 – Dossier de candidature et critères de sélection

Le ou les candidats devront présenter obligatoirement dans leur dossier de candidature :

- Présentation du porteur de projet et du partenariat établi
- Expériences antérieures concernant les circuits courts et / ou l'approvisionnement de la restauration collective, foncier agricole et autres sujets connexes
- Présentation générale du projet
- Enjeux/objectifs quantitatifs et qualitatifs/cibles du projet
- Méthodologie/plan d'actions sur deux ans
- Moyens nécessaires (temps de travail, études, ...)
- Budget et plan de financement décliné sur les deux années de mise en œuvre
- Critères d'évaluation, modalités de suivi

L'évaluation des projets portera sur la qualité d'innovation du projet, la pertinence de la méthodologie proposée et de l'ambition du plan d'actions ainsi que sur les points suivants, issus de la définition du concept de SAT en Provence-Alpes-Côte d'Azur retenue par le Réseau Rural Régional :

- Un projet dépassant les clivages sectoriels et les filières, donc créant des synergies entre acteurs et entre des domaines économiques présents sur le territoire et reposant sur des valeurs propres, intégrant à minima l'agro écologie, la qualité de l'agriculture et de l'alimentation, la recherche d'un retour de la valeur des produits vers les producteurs ;
- Une gouvernance partagée et représentative des questions agricole et alimentaire du territoire avec des méthodes de travail reposant sur la participation ;
- Des moyens opérationnels reposant sur tous les échelons ;
- Une coopération inter-territoriale.

Principes de sélection	Critères de sélection	Nombre max de points
Projet dépassant les clivages sectoriels et les filières	Thématiques : foncier agricole, installation, environnement, filières de qualité (AB ou SIQO), économie circulaire, accessibilité sociale des produits locaux, prévention et gaspillage alimentaire, éducation à l'environnement et à l'alimentation Impact du PAT Sur 3 thématiques (10 points) Sur plus de 3 thématiques (20 points)	20 points
Gouvernance partagée et représentative des questions agricole et alimentaire du territoire	Le PAT regroupe des partenaires de compétences complémentaires : élus et décideurs (10 points), agriculteurs et leurs représentants (10 points), acteurs de la filière (transformateurs, distributeurs, restaurateurs, cuisiniers...) (10 points), consommateurs finaux et citoyens (10 points)	40 points
Des moyens opérationnels	Implication financière ou matérielle de chacun des partenaires (10 points) Expériences antérieures concernant les circuits courts et / ou l'approvisionnement de la restauration collective, foncier agricole et autres sujets connexes (10 points) Ambition du plan d'actions (10 points)	30 points
Coopération inter-territoriale	Existence ou réalisation d'un diagnostic territorial ayant permis d'adopter une échelle cohérente en fonction des réalités du territoire, des filières.	10 points
	TOTAL	100 points

5 – Modalités de sélection

Dix projets maximum seront retenus dans le cadre de cet appel à projets.

Après réception des candidatures, une phase d'instruction débutera, au cours de laquelle le service Agriculture, instructeur de l'appel à projets, pourra prendre contact avec les structures candidates pour des compléments d'informations. D'autres services de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que les autres co-financeurs sollicités dans ce cadre (Conseils Départementaux, Etat) seront sollicités pour avis.

6 - Suivi des projets

La gouvernance établie dans le cadre du projet devra réunir les partenaires techniques au sens large : partenaires du projet, experts externes, membres de la gouvernance régionale en associant notamment les services de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les porteurs de projets s'engagent à répondre aux sollicitations de la Région (service agriculture et Réseau Rural Régional PACA) et à mettre également à disposition toute donnée récoltée et constituée dans le cadre du projet. Ils réaliseront et mettront à jour une fiche projet selon le modèle diffusé par le Réseau Rural Régional. Ils participeront dans la mesure du possible aux réunions du groupe de travail SAT animé par le Réseau Rural Régional, afin d'apporter du retour d'expériences, et de participer à l'échange des bonnes pratiques et à la construction d'outils et de méthodologies.

7 – Financement et dépenses éligibles

Modalités de financement des projets

Fonctionnement :

L'aide de la Région sera :

- plafonnée à 80% des dépenses éligibles, sous condition que le porteur de projet présente un taux d'autofinancement minimum de 20 %, pour ce qui relève de l'animation et de la coordination globale
- plafonnée à 50 000 euros par an.

Le régime d'aides susceptible de s'appliquer au présent appel à proposition :

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides De Minimis.

Investissement :

- les investissements devront faire l'objet de demande de subventions spécifiques, et s'intégrant dans les mesures FEADER ou autres mesures régionales dédiées aux investissements ;

L'accompagnement de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur portera sur deux années.

Le financement se fera selon le mode de subvention classique, votée par la Région en Commission permanente. Le financement portera sur 2 années, à compter de la date du vote. Les projets seront examinés en tenant compte des autres sources de financements régionales et nationales et des programmes d'actions qui auront pu être activés ou soutenus par ailleurs, sur les territoires.

Dépenses éligibles

Des dépenses de différentes natures pourront être soutenues dans le cadre de l'appel à projet, en fonction de l'objet du projet :

- salaires et charges d'un animateur affecté au projet, hors fonctionnaire,
- coûts indirects sur la base d'un forfait de 15% des frais de personnel directs éligibles
- Expertise ou appui technique en lien avec le projet (coûts externes) : étude de faisabilité, étude économique, étude de marché, étude sur la logistique et le transport, enquête,

diagnostic de l'offre ou de la demande, journées de conseil ou d'expertise technique, prestations externes liées à des actions de communication, de formation, d'information ou de sensibilisation...

Si le projet s'inscrit dans une démarche interrégionale, seules les actions concernant le territoire de Provence-Alpes-Côte d'Azur seront éligibles.

8- Modalités de candidature

2 dates de dépôts possibles :

Les candidats doivent envoyer leur dossier au plus tard le 1^{er} mars 2018 pour un examen en comité de sélection au 2^{ème} semestre 2018 (date du tampon de la Poste faisant foi et date du courrier électronique envoyé pour transmission des éléments au service instructeur).

Un deuxième comité de sélection aura lieu au 1^{er} semestre 2019 pour évaluer les dossiers déposés au plus tard le 1^{er} décembre 2018.

Les chapitres obligatoires sont ceux mentionnés en 4 « dossier de candidature et critères de sélection ». Le candidat pourra s'il le juge nécessaire, compléter par d'autres chapitres.

Ce document de candidature devra être accompagné par un dossier de demande subvention conforme au règlement financier de la Région. Le modèle et le règlement financier sont disponibles sous <http://www.regionpaca.fr/>.

La candidature devra être adressée en un exemplaire papier à :

**Monsieur le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
A l'attention du service Agriculture – direction de l'Agriculture et de l'Eau
27 places Jules Guesde
13481 Marseille Cedex 20**

Un accusé de réception sera adressé par les services administratifs de la Région.

Par ailleurs, une copie des documents sera à transmettre au format Word et Excel à :

**Stéphanie PEUGNET, chargée de mission
Direction de l'Agriculture et de l'Eau DAGE
Service Agriculture et Forêt SAGRI
E-Mail : speugnet@regionPACA.fr**